



L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs
communiste révolutionnaire



PSA
CT VELIZY

Lundi 6 septembre 2021

L'offensive patronale et gouvernementale ne doit pas passer !

Le ministre des Finances, Bruno Le Maire, a sifflé la fin de partie du « quoi qu'il en coûte ». « Nous sommes passés au sur-mesure » a-t-il ajouté. Comprenez : tout pour les gros, ceinture pour les petits. L'indemnisation du chômage partiel est donc réduite depuis le 1^{er} septembre, augmentant d'autant les pertes de salaire pour les travailleurs qui y sont toujours soumis (ils étaient encore 610 000 en juillet). Pour le patronat, c'est une autre affaire, avec un nouveau plan de soutien de 30 milliards, lancé en septembre pour l'aider à retrouver sa place dans l'arène capitaliste mondiale.

Le règne des hypocrites

Mais si l'État réduit les cordons de la bourse pour les salariés et les chômeurs, l'épidémie est toujours là. Qu'importe : aux seuls travailleurs d'en subir les conséquences. Et à eux d'être montrés comme des coupables avec les sanctions liées au passe sanitaire, qui peuvent aller jusqu'au licenciement.

C'est bien une vaccination généralisée qui pourrait freiner cette pandémie, qui a déjà tué plus de 4,5 millions de personnes dans le monde. Les premiers « antivax » sont Macron et ses semblables, ces gouvernants des pays riches et patrons des groupes pharmaceutiques qui organisent la pénurie à l'échelle mondiale. Pas question pour eux de lever les brevets et de développer une production répondant aux besoins de l'humanité. Les vaccins ne seraient que pour les pays qui peuvent payer, alors qu'une telle épidémie ne peut se résoudre qu'à l'échelle mondiale.

Non au passe « licenciements » !

Et voilà que Macron et ses ministres veulent licencier ou mettre à pied les quelques soignants qui ne sont pas encore vaccinés, devenus réfractaires à toute injonction venant de ce gouvernement, après un an sur les rotules à gérer tant bien que mal cette épidémie sans moyens suffisants. Partout les hôpitaux manquent toujours de personnel, de lits, de matériel, mais les hospitaliers sont aujourd'hui montrés du doigt pour faire oublier les carences et les mensonges venus d'en haut. Dans les secteurs concernés, à l'hôpital, le commerce, la culture ou les transports, le passe sanitaire de Macron est en réalité un nouveau permis de licencier offert aux directions et aux patrons : pas question d'accepter la moindre sanction !

Une campagne de vaccination ne se mène pas à coups de contrôles policiers et de droits de licencier. Surtout quand on impose un sésame dans les bars, musées ou piscines, mais qu'il faut s'entasser chaque jour dans les transports pour se rendre au travail, et que, dans les écoles, les classes sont surchargées, avec de

nouvelles suppressions de postes alors qu'il faudrait des moyens supplémentaires pour les doubler.

Quant au remboursement des tests, comment prétendre qu'il s'agisse d'une mesure sanitaire ? Même vacciné, chacun peut porter le virus et les tests restent nécessaires.

À bas le passe monétaire

Mais c'est toujours à nous de payer. Fin août, l'Insee notait que les prix à la consommation avaient augmenté de 2 % en un an. Pas nos salaires. Et au 1^{er} septembre, le prix du gaz fait un bond de 9 %.

Mais en cette rentrée, la préoccupation première du patronat est d'éviter d'augmenter les salaires. Il gémit sur un prétendu manque de main-d'œuvre qui pourrait l'y obliger. Sans surprise, les secteurs où il dit avoir peine à embaucher sont les plus mal payés, avec les conditions de travail les plus déplorables. Le problème n'est pas le manque de main-d'œuvre, mais le manque de salaire !

Et le Medef réclame l'application de la réforme de l'assurance chômage, dont l'objectif est clair : en rabotant les allocations, contraindre les plus précaires à accepter les bas salaires. Une politique qui pénalise tous les travailleurs.

Passé sanitaire ou passé monétaire, les travailleurs ont donc bien des raisons de s'opposer aux attaques du gouvernement et du patronat, à ses velléités autoritaires tout comme à sa logique du profit.

NOTRE PRESSE
version papier, en ligne et
sur les réseaux sociaux :

www.convergencesrevolutionnaires.com



Convergences révolutionnaires



Chaises musicales

La direction a annoncé lors du CSE central du 13 juillet une étude pour le transfert de près de 10 000 salariés des sites du Pôle Tertiaire de Poissy, du centre technique de Vélizy et des bureaux de Satory vers l'usine de Poissy.

Certains d'entre nous ont déjà déménagé de Paris à Rueil-Malmaison et de Rueil-Malmaison à Vélizy. Et ces transferts c'est aussi un moyen de faire le tri pour la direction : certains ne suivent pas parce qu'ils ne peuvent pas déménager, ou seront poussés vers la sortie car ils n'accepteront pas l'augmentation des trajets ou les réorganisations que cela entrainera nécessairement. Mais pour la direction seuls comptent les gros sous qui sortiront de la vente de Vélizy hors ADN.

Ma petite entreprise connaît pas la crise

Une équipe supprimée à l'usine de Rennes et l'équipe de nuit suspendue à l'usine de Sochaux, des journées chômées à l'usine de Poissy, au Pôle Tertiaire ou à Vélizy, avec les pertes de salaires et les centaines d'intérimaires en fin de contrat que cela implique : les conséquences de la crise des semi-conducteurs n'en finissent pas de peser sur les salariés.

La direction, elle, annonce tranquillement des bénéfices nets de près de 6 milliards d'euros pour Stellantis au premier semestre... C'est pas la crise pour tout le monde alors pourquoi ce serait à nous de la payer ?!

Chaos capitaliste

Cette crise de semi-conducteurs est mondiale, tous les constructeurs sont impactés. Renault Flins est à l'arrêt 2 jours et le groupe Renault va stopper ses 3 usines espagnoles jusqu'à 61 jours d'ici fin décembre. Toyota dit vouloir réduire sa production mondiale de 40 % en septembre et fermer temporairement 14 usines. L'usine Toyota près de Valenciennes est à l'arrêt pour 3 semaines et devrait reprendre au ralenti lundi prochain avec baisse de production quotidienne de 60 % et chômage récurrent.

Ce désordre dans la production est la conséquence de la guerre que se livrent les capitalistes pour payer toujours moins cher les pièces. On ne pourra sortir de ce genre de problème qu'avec le contrôle par les travailleurs de l'économie mondiale.

L'échec de la guerre contre le terrorisme

Vingt ans après les attentats de New York en 2001, les guerres dites « préventives » lancées par les puissances impérialistes, États-Unis en tête, au Moyen-Orient et au Sahel, loin d'avoir mis fin au terrorisme qu'elles prétendaient combattre, l'ont au contraire renforcé.

Les attentats du 11 septembre étaient déjà le résultat de l'interventionnisme va-t-en-guerre des USA qui, dans leur concurrence avec l'URSS, avaient soutenu, lors de l'intervention militaire de celle-ci en Afghanistan, les milices intégristes dont celles de ce Ben Laden, qui s'est ensuite retourné contre eux.

Chaque attentat meurtrier a été l'occasion pour les pays impérialistes d'adopter des lois sécuritaires de plus en plus liberticides, et le prétexte de nouvelles interventions militaires, dont le seul but est de défendre leurs intérêts.

En mettant le feu au Moyen-Orient, en Afghanistan, en Irak, puis au Sahel, ces guerres impérialistes ont fait des centaines de milliers de morts, créant le chaos et la misère, terrain fertile sur lequel ont prospéré l'État islamique, et bien d'autres groupes terroristes. Elles ont provoqué l'exode de millions de réfugiés vers les pays voisins et l'Europe, Europe dont les politiques anti-immigration sont venues accentuer la misère à ses frontières, dans les camps de réfugiés, et causer la mort de beaucoup de ceux qui, malgré le danger, tentaient et tentent toujours de traverser la Méditerranée.

Elle est là, la responsabilité directe des puissances impérialistes, et parmi elles la France, dans le développement du terrorisme. Tant que nos gouvernements continueront à mener ces « interventions » militaires dont les populations civiles sont les premières victimes, dans le but maintenir leur domination et leur pillage.

À bas les guerres, à bas l'impérialisme !

Après avoir injecté des milliards de dollars dans une guerre sans fin en Afghanistan, s'être appuyé et avoir développé toutes sortes de cliques locales dans l'espoir d'y créer un pouvoir à leur solde, après avoir crié sur tous les toits son rôle de gendarme du monde, l'armée américaine se retire. Et Biden et ses alliés en France et en Allemagne versent des larmes de crocodile sur les malheurs des Afghans entre les mains de ceux, les talibans, à qui ils ont finalement choisi de transmettre le pouvoir. Aucun d'entre eux n'a décidé d'ouvrir ses frontières aux migrants, ni maintenant, ni depuis vingt ans.

Prétextant apporter la paix et la démocratie, les puissances impérialistes n'entraînent que la barbarie, la misère et les profits pour les multinationales. Et la politique d'un Macron comme d'un Biden, qui font mine de craindre aujourd'hui l'afflux de réfugiés, d'en refuser l'accueil (à part pour quelques « élites »), est à l'image des crimes qu'ils ont pendant vingt ans (treize pour la France) perpétrés là-bas.

Retrouvez les bulletins l'Étincelle sur Facebook :



NPA L'Étincelle - PSA région parisienne

